

Dossier n° : 27677325
Démarche : Demande de dérogation à la protection des espèces :
RANACULTURE - campagne 2026
Organisme : DREAL Bourgogne-Franche-Comté
Ce dossier est **en instruction**.

Historique

Déposé le : 14 novembre 25 19:01
En instruction le : 24 novembre 25 00:00

Identité du demandeur

Informations FranceConnect : Le dossier a été déposé par le compte de Vincent Jean Roger PIGOURIER, authentifié par FranceConnect le 12 novembre 2025.
Email : vpigouri@free.fr
Civilité : M.
Nom : PIGOURIER
Prénom : Vincent Jean Roger

Formulaire

Notice d'aide au remplissage

Consultez ce document pour vous aider à compléter la demande au fur et à mesure.

1. Nature de la demande

Vocation de la demande

Non-commerciale

Type de demande

- première demande

2. Demandeur

Le demandeur est une personne morale (entreprise)

Non

Groupement de personnes

Non

Nom du demandeur

pigourier

Prénom du demandeur

vincent

Date de naissance du demandeur

27 février 1975

Adresse du demandeur

8 Chemin des Baraques 25290 Rurey

Code INSEE :

25511

Code Postal :

25290

Département :

25 – Doubs

Téléphone du demandeur

07 69 92 28 36

Participants

gilles droz-vincent

3. Zone de prélèvement des grenouilles

Que faire si vous avez plus d'une zone de prélèvement

zone de prélèvement :

Les plans d'eau sur une ou plusieurs parcelles cadastrales ou sur des parcelles contiguës sont considérés comme une même zone de prélèvement (consulter la notice d'aide au remplissage).

Le demandeur complète ce formulaire avec les données relatives à une zone de prélèvement.

Pour chaque zone de prélèvement supplémentaire, le demandeur remplit une nouvelle demande.

Nombre de plan (s) d'eau de la zone

1

Le propriétaire de la zone de prélèvement est le demandeur

Non

Le propriétaire est une personne morale

Oui

SIRET du propriétaire

SIRET : 80294471000010

SIRET du siège social : 80294471000010

Dénomination : GROUPEMENT AGRICOLE D'EXPLOITATION EN COMMUN
RECONNU DES RUCHERS COMTOIS

Forme juridique : Groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC)

Capital social : 20 000 €

Libellé NAF : Élevage d'autres animaux

Code NAF : 01.49Z

Date de création : 1 juillet 2014

État administratif : en activité

Effectif (ISPF) : Unités non employeuses (pas de salarié au cours de l'année de
référence et pas d'effectif au 31/12).

Code effectif : NN

Numéro de TVA
intracommunautaire : FR65802944710

Adresse : GROUPEMENT AGRICOLE D'EXPLOITATION EN COMMUN
RECONNU DES RUCHERS COMTOIS

8 CHEMIN DES BARAQUES

25290 RUREY
FRANCE

Raison sociale du propriétaire

gaec des ruchers comtois

Nom du propriétaire

pigourier

Prénom du propriétaire

vincent

Commune de la zone de prélèvement

Rurey (25290)

Code Postal :

25290

Département :

25 – Doubs

Références cadastrales de la zone de prélèvement

ZD 112

Outil cartographique

- sélectionnez le site de pêche en tapant l'adresse dans la fenêtre de recherche,
- avec l'outil "Ajouter un point", en haut à gauche du cadre, sélectionnez chaque plan d'eau en un clic,
- utilisez l'outil flèche pour sélectionner la ou les parcelles cadastrales,
- vérifiez en dessous de la carte, la cohérence des numéros des parcelles cadastrales ; elles apparaissent automatiquement.

(Consulter la notice d'aide au remplissage)

Cartographie

- Un point situé à 47°5'36"N 6°0'13"E
- Parcelle n° 112 - Feuille 000 ZD - 1204 m² – commune 25511
- Une aire de surface 38,0 m²
- Un point situé à 47°5'37"N 6°0'14"E

Carte de localisation de la zone de prélèvement

Surface en m²

30

Pisciculture

Non

Plan d'eau en eaux closes ou en eau libre

eau close

4. Prélèvement souhaité

Effectif du prélèvement souhaité

1 000

5. Installations de stockage

Stockage des grenouilles à l'adresse du demandeur

Oui

Complément d'information pour le stockage

Non communiqué

6. Installation d'abattage

Abattage des grenouilles à l'adresse du demandeur

Non

Personne morale pour l'abattage

Oui

SIRET pour l'abattage

SIRET : 80294471000010

SIRET du siège social : 80294471000010
Dénomination : GROUPEMENT AGRICOLE D'EXPLOITATION EN COMMUN
RECONNU DES RUCHERS COMTOIS
Forme juridique : Groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC)
Capital social : 20 000 €
Libellé NAF : Élevage d'autres animaux
Code NAF : 01.49Z
Date de création : 1 juillet 2014
État administratif : en activité
Effectif (ISPF) : Unités non employeuses (pas de salarié au cours de l'année de
référence et pas d'effectif au 31/12).
Code effectif : NN
Numéro de TVA
intracommunautaire : FR65802944710
Adresse : GROUPEMENT AGRICOLE D'EXPLOITATION EN COMMUN
RECONNU DES RUCHERS COMTOIS

8 CHEMIN DES BARAQUES

25290 RUREY
FRANCE

Raison sociale pour l'abattage

gaec des ruchers comtois

Nom pour l'abattage

pigourier

Prénom pour l'abattage

vincent

Adresse pour l'abattage

8 Chemin des Baraques 25290 Rurey

Code INSEE :

25511

Code Postal :

25290

Département :

25 – Doubs

complément d'information pour l'abattage

Non communiqué

7. Historique de prélèvement

Historique

Registres de pêche sur les 3 dernières années .

En cas d'absence de pêche sur une ou plusieurs campagnes ou de première demande (si historique non connu), indiquer 0.

Année 2025

Nombre de grenouilles capturées (campagne 2025)

0

Nombre de grenouilles relâchées (campagne 2025)

0

Nombre de grenouilles utilisées de façon non commerciale (campagne 2025)

0

Nombre de grenouilles mortes (ni vendues ni relâchées) (campagne 2025)

0

Nombre de grenouilles commercialisées (campagne 2025)

0

Année 2024

Nombre de grenouilles capturées (campagne 2024)

0

Nombre de grenouilles relâchées (campagne 2024)

0

Nombre de grenouilles utilisées de façon non commerciale (campagne 2024)

0

Nombre de grenouilles mortes (ni vendues ni relâchées) (campagne 2024)

0

Nombre de grenouilles commercialisées (campagne 2024)

0

Année 2023

Nombre de grenouilles capturées (campagne 2023)

0

Nombre de grenouilles relâchées (campagne 2023)

0

Nombre de grenouilles utilisées de façon non commerciale (campagne 2023)

0

Nombre de grenouilles mortes (ni vendues ni relâchées) (campagne 2023)

0

Nombre de grenouilles commercialisées (campagne 2023)

0

8. Environnement de la zone de prélèvement

Habitats présents à proximité du site de pêche

- forêt de feuillus,, - prairies,, - zone humide (terrain pouvant être gorgé d'eau de façon permanente ou temporaire),

Présence d'une route passante à proximité

Oui

Présence de poissons

Non

Présence d'amphibiens autres que la grenouille rousse

Aucune espèce connue par le demandeur

Nature des berges

Berges artificielles (type béton, plastique, etc.)

pente des berges

Oui

Mode de capture

Nasse

9. Elevage des têtards et des petites grenouilles

Localisation de l'élevage des têtards et petites grenouilles

plan d'eau de capture

Précisions

Non communiqué

Nourissage des têtards

Oui

Si oui précisez avec quels aliments et quelle quantité

aliment poule pondeuses bio 50kg

Dispositif de protection contre les prédateurs

Non

Installations de pontes

Bacs hors sol type abreuvoir pour bétail

Bassins de stockage des grenouilles vivantes nécessaires à l'inventaire de la population dans le cas d'une première demande

Bassins de stockage des grenouilles vivantes nécessaires à l'inventaire de la population dans le cas d'une première demande

Dans le cadre d'une première demande l'Administration pourra requérir un inventaire des populations de grenouilles rousses et, le cas échéant, des autres espèces protégées présentes.

10. Informations complémentaires

Remarques

Non communiqué

Pièce complémentaire

11. Engagement

Engagement

Oui

Annotations privées

quota attribué

Non communiqué

Remarques

Non communiqué

carte

Messagerie

Email automatique, 14 novembre 25 19:01

[Votre dossier demarches-simplifiees.fr n° 27677325 a bien été reçu]M. PIGOURIER, La DREAL Bourgogne-Franche-Comté vous confirme la bonne réception de votre dossier n° 27677325. À tout moment, vous pouvez consulter votre dossier et les éventuels messages de l'administration à cette adresse : <https://www.demarches-simplifiees.fr/dossiers/27677325> Un e-mail vous sera transmis au moment de la prise en charge de ce dernier par un instructeur.Nous vous prions d'agréer, M. PIGOURIER, l'expression de nos salutations distinguées.DREAL Bourgogne-Franche-ComtéService BEP5
voie Gisèle Halimi BP 31269 25005 BESANCON CEDEX

Email automatique, 17 novembre 25 00:00

[Votre dossier demarches-simplifiees.fr n° 27677325 va être instruit]M. PIGOURIER, Nous accusons réception de votre dossier n° 27677325. Celui-ci sera instruit dans le délai légal déclaré par votre interlocuteur. Nous vous précisons que votre dossier présente toutes les pièces nécessaires pour un début d'instruction. Conformément à l'article R. 411-6 du Code de l'environnement, l'administration dispose d'un délai de quatre (4) mois pour déterminer si votre demande peut ou non faire l'objet d'une autorisation assortie d'éventuelles conditions de mise en œuvre. Au cours de ce délai et conformément à l'article L. 114-5 du Code des relations entre le public et l'administration, il peut vous être demandé des compléments. En outre, le silence gardé par l'administration sur votre demande de dérogation au terme de ce délai de 4 mois emporte décision implicite de rejet. En cas de décision implicite de rejet, celle-ci sera alors susceptible soit d'un recours gracieux auprès de l'autorité administrative, auteur de la décision, ou de son autorité hiérarchique, conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre public et l'administration, soit d'un recours contentieux, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative, devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de la date à laquelle est née cette décision : par l'intéressé, dans un délai de deux mois. par les tiers, dans un délai de 2 mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérécours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr Nous vous rappelons en outre qu'il vous est interdit de débiter l'opération avant la fin de la procédure d'instruction et sans disposer de la dérogation requise. Le non-respect de ces dispositions vous rendrait passible des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L. 171-7 et L. 415-3 du Code de l'environnement. Nous vous prions d'agréer, M. PIGOURIER, l'expression de nos salutations distinguées.DREAL Bourgogne-Franche-Comté5 voie Gisèle HalimiBP 31269 25005 BESANCON CEDEX

sarah.plassard, 18 novembre 25 15:04

Bonjour, vous indiquez Références cadastrales de la zone de prélèvement :

ZD 1012

alors que sur le plan vous indiquer le numéro de parcelle ZD 112 . Ceci est incohérent veuillez rectifier au plus vite

Email automatique, 18 novembre 25 15:07

[Votre dossier demarches-simplifiees.fr n° 27677325 va être instruit]M. PIGOURIER, Nous accusons réception de votre dossier n° 27677325. Celui-ci sera instruit dans le délai légal déclaré par votre interlocuteur. Nous vous précisons que votre dossier présente toutes les pièces nécessaires pour un début d'instruction. Conformément à l'article R. 411-6 du Code de l'environnement, l'administration dispose d'un délai de quatre (4) mois pour déterminer si votre demande peut ou non faire l'objet d'une autorisation assortie d'éventuelles conditions de mise en œuvre. Au cours de ce délai et conformément à l'article L. 114-5 du Code des relations entre le public et l'administration, il peut vous être demandé des compléments. En outre, le silence gardé par l'administration sur votre demande de dérogation au terme de ce délai de 4 mois emporte décision implicite de rejet. En cas de décision implicite de rejet, celle-ci sera alors susceptible soit d'un recours gracieux auprès de l'autorité administrative, auteur de la décision, ou de son autorité hiérarchique, conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre public et l'administration, soit d'un recours contentieux, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative, devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de la date à laquelle est née cette décision : par l'intéressé, dans un délai de deux mois. par les tiers, dans un délai de 2 mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérécours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr Nous vous rappelons en outre qu'il vous est interdit de débiter l'opération avant la fin de la procédure d'instruction et sans disposer de la dérogation requise. Le non-respect de ces dispositions vous rendrait passible des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L. 171-7 et L. 415-3 du Code de l'environnement. Nous vous prions d'agréer, M. PIGOURIER, l'expression de nos salutations distinguées. DREAL Bourgogne-Franche-Comté 5 voie Gisèle Halimi BP 31269 25005 BESANCON CEDEX

sarah.plassard, 18 novembre 25 15:07

Bonjour, vous indiquez Références cadastrales de la zone de prélèvement :

ZD 1012

alors que sur le plan vous indiquer le numéro de parcelle ZD 112 . Ceci est incohérent veuillez rectifier au plus vite

Email automatique, 24 novembre 25 00:00

[Votre dossier demarches-simplifiees.fr n° 27677325 va être instruit]M. PIGOURIER, Nous accusons réception de votre dossier n° 27677325. Celui-ci sera instruit dans le délai légal déclaré par votre interlocuteur. Nous vous précisons que votre dossier présente toutes les pièces nécessaires pour un début d'instruction. Conformément à l'article R. 411-6 du Code de l'environnement, l'administration dispose d'un délai de quatre (4) mois pour déterminer si votre demande peut ou non faire l'objet d'une autorisation assortie d'éventuelles conditions de mise en œuvre. Au cours de ce délai et conformément à l'article L. 114-5 du Code des relations entre le public et l'administration, il peut vous être demandé des compléments. En outre, le silence gardé par l'administration sur votre demande de dérogation au terme de ce délai de 4 mois emporte décision implicite de rejet. En cas de décision implicite de rejet, celle-ci sera alors susceptible soit d'un recours gracieux auprès de l'autorité administrative, auteur de la décision, ou de son autorité hiérarchique, conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre public et l'administration, soit d'un recours contentieux, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative, devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de la date à laquelle est née cette décision : par l'intéressé, dans un délai de deux mois. par les tiers, dans un délai de 2 mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérécours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr Nous vous rappelons en outre qu'il vous est interdit de débiter l'opération avant la fin de la procédure d'instruction et sans disposer de la dérogation requise. Le non-respect de ces dispositions vous rendrait passible des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L. 171-7 et L. 415-3 du Code de l'environnement. Nous vous prions d'agréer, M. PIGOURIER, l'expression de nos salutations distinguées.DREAL Bourgogne-Franche-Comté5 voie Gisèle HalimiBP 31269 25005 BESANCON CEDEX